



attac

# Le Courriel d'information

n°363 – Mardi 17 septembre 2002

## FMI ET PARADIS: AGISSEZ!

### Dans ce numéro

#### 1. Andorre, Jersey, Luxembourg, Monaco: Etonnants Paradis... (Par Comité local Aix en Provence)

Un paradis fiscal, des paradis fiscaux : Les documents et rapports officiels en fournissent une définition assez floue : "pays à régime fiscal privilégié" ou "lieu pouvant être utilisé comme abri ou comme refuge contre des impôts, plus particulièrement contre les impôts sur les revenus et sur les successions." Il existe en fait de nombreux types de paradis fiscaux, la variété des activités financières possibles les incitant souvent à se spécialiser. Du 5 au 13 octobre « Cash Cash Party dans les Paradis » : participez aux actions qui auront lieu en Andorre, à Jersey, au Luxembourg et à Monaco

#### 2. Le FMI est-il proche de l'apocalypse ? (Par Soren Ambrose)

Avant la crise financière en Asie du Sud-Est, l'image du FMI, c'était un peu comme du téflon. Il ne faisait rien pour attirer l'attention de la presse et celle-ci en parlait rarement. Les critiques envers le FMI n'étaient pas rares, mais on aurait dit qu'elles « n'attachaient » pas, elles glissaient sur la surface bien lisse, ce qui permettait à l'institution de se perpétuer dans l'ombre. Du 25 au 29 Septembre participez aux mobilisations contre le FMI et la Banque mondiale à Washington DC

#### 3. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

#### Andorre, Jersey, Luxembourg, Monaco: Etonnants Paradis...

Par Comité local Aix en Provence  
Compilation de documents et d'informations réunis par [aix@attac.org](mailto:aix@attac.org) voir <http://www.local.attac.org/13/aix/index.php3>

- Cash Cash Party dans les Paradis (voir fin de l'article pour plus d'informations)

A- Attirer des fonds, quelle que soit leur origine...

##### 1) Le système de monsieur Z

Condamné aux Etats-Unis à 37 ans de prison pour trafic de cocaïne, monsieur Z a déposé à plusieurs reprises des valises d'argent liquide dans certaines banques monégasques. Ses propos ont été recueillis au téléphone, de sa prison, par les parlementaires français. « [Si] le système monégasque est simple, c'est que tout a été organisé, au plus haut niveau des autorités monégasques, pour ramener des fonds dans la principauté, quels que soient les moyens et quelle que soit l'origine des fonds. » Pour Z, la manœuvre est simple : « Vous venez avec X millions de francs et vous dites que c'est une commission que vous avez obtenue de la vente d'un bien immobilier. On vous répond : "Ah bon, très bien." »

On demande simplement l'origine des fonds mais ils ne vérifient pas la véracité de vos propos. [...] Si jamais, à Monaco, des banques commencent à demander l'origine des fonds, Monaco n'a plus de raison d'être. »

Afin de conserver l'anonymat, Z a utilisé des sociétés fiduciaires (des structures qui s'occupent de l'organisation comptable, administrative et commerciale pour le compte d'autres sociétés), selon un système qu'une banque monégasque lui a vendu : « Ils ouvrent leur tiroir et vous sortent les sociétés que vous voulez. Cela coûte 15 000 francs. Ils vous procurent même les administrateurs. » Z raconte aussi que Monaco a une réputation internationale : « A plusieurs reprises, je me suis retrouvé dans une banque russe, où le banquier m'a dit : "Si vous voulez, il n'y a aucun problème pour vos factures, on peut les payer directement à Monaco." »

##### 2) Les dossiers vides de monsieur Y

Monsieur Y est chargé de mission pour la lutte contre le blanchiment dans un grand établissement bancaire parisien. Il a enquêté dans une filiale d'une grande banque française à Monaco, notamment pour vérifier l'identité des clients et l'origine de leurs fonds : « Il doit y avoir dans le dossier le nom de l'ayant droit



attac

économique, une pièce d'identité récente et valide, les pouvoirs, l'objet du compte et l'origine de la fortune. J'ai découvert que pour un quart des clients nous n'avions pas de dossiers d'acceptation. Quand j'ai demandé pourquoi, les réponses ont été multiples. On m'a dit que la législation était relativement récente, de même que nos règles internes, alors que certains de nos clients étaient avec nous depuis dix ou quinze ans, si bien que personne n'osait leur demander de [...] nous faire une présentation de leur fortune. Un autre quart des dossiers était mal renseigné, de façon incomplète et insuffisante, ne permettant pas de se faire une idée véritable de ce qu'il y avait derrière. » Y explique aussi que cette banque ne refusait quasiment jamais de clients : « J'ai demandé que l'on constitue un dossier mondial des clients refusés. C'est une page blanche. [...] On vous dit que l'on a assez de bon sens pour ne pas présenter à un comité un client qui serait inacceptable. Donc, le filtrage, c'est souvent du pipeau. »

### 3) Le magistrat et l'affaire Ducruet

Ancien doyen des juges d'instruction à Monaco, Charles Duchaine a détaillé des pratiques étonnantes du palais de justice de la principauté. Saisi d'une affaire concernant la Société des bains de mer, qui gère le casino du Rocher (voir ci-dessus), le magistrat a récupéré un dossier d'instruction amputé : « Je parle de procès-verbaux dont des pages entières ont été supprimées, où le procureur a mentionné, après avoir apposé un trait en diagonale sur la page, "passage sans intérêt pour l'affaire" ou quelque chose d'équivalent. » Le dossier n'a finalement concerné qu'une toute petite partie de l'affaire, qui s'est conclue par un non-lieu. Les personnalités de la Société des bains de mer, proches du pouvoir, n'ont pas été inquiétées.

Autre affaire sur laquelle revient Charles Duchaine : en 1996, un résident monégasque de nationalité italienne, Francisco Chiarolanza, est arrêté en Italie pour escroquerie. L'enquête révèle que Chiarolanza a donné la présidence de plusieurs de ses sociétés à Daniel Ducruet, l'ex-époux de la princesse Stéphanie, et que des opérations de blanchiment auraient pu avoir eu lieu. Charles Duchaine a expliqué aux députés qu'il existait bien « un compte joint entre Ducruet et son ex-épouse sur lequel avaient transité des fonds dont l'origine était éminemment suspecte ». Le magistrat mène ses investigations, avant que le procureur n'intervienne : « Le procureur m'a demandé si j'acceptais de refaire un certain nombre d'actes ou de les supprimer. [...] Je ne me souviens plus précisément de quels actes il s'agissait. J'ai

seulement le souvenir que ces documents mettaient en évidence la participation de Ducruet à des actions de blanchiment. » Autre élément, après que Ducruet a été écouté, le procureur de l'époque demande à ce que ces écoutes soient modifiées. Pour Charles Duchaine, « ces enregistrements n'ont été contestés que parce qu'ils révélaient des agissements susceptibles de nuire à Ducruet ou à son ex-épouse » .

### B- Sur quelles bases existent les Paradis fiscaux ?

Les documents et rapports officiels en fournissent une définition assez floue : "pays à régime fiscal privilégié" ou "lieu pouvant être utilisé comme abri ou comme refuge contre des impôts, plus particulièrement contre les impôts sur les revenus et sur les successions."

Il existe en fait de nombreux types de paradis fiscaux, la variété des activités financières possibles les incitant souvent à se spécialiser.

On peut toutefois discerner des traits communs :

- Un taux d'imposition réduit, voire nul, notamment sur les revenus de source étrangère ;
- Le secret commercial et bancaire, dont les banques suisses sont encore les plus sûres garantes ;
- Un minimum de stabilité politique et économique;
- Un double système de contrôle des changes qui distingue les devises étrangères de la monnaie nationale ;
- Une infrastructure développée, des moyens de communication modernes, etc.

Les paradis fiscaux attirent d'abord tous ceux qui refusent la solidarité par l'impôt ; les grandes fortunes et les multinationales en font ainsi un usage massif. Ils existent depuis l'Antiquité (ports détaxés dans la Grèce antique), mais leur essor et leur multiplication dans la deuxième moitié du XXème siècle fut sans pareil. De plus, ils se sont développés en relation étroite avec la mondialisation financière et économique, elle-même née de la libéralisation et de la déréglementation des activités financières, accélérées depuis une trentaine d'années. La situation actuelle résulte souvent de la tolérance, du laxisme, voire de la complaisance des gouvernements : conservation du secret, apathie coupable, abdication des pouvoirs de régulation face aux dogmes de l'ultralibéralisme.

1) Pourquoi parle-t-on de paradis fiscaux, de paradis réglementaires, de paradis financiers ou de centres offshore ?



attac

Les paradis réglementaires (États indépendants et territoires restés sous la tutelle de pays occidentaux) sont habituellement appelés paradis fiscaux ; la plupart d'entre eux sont également des centres financiers extra-territoriaux. Ils sont aussi qualifiés de centres offshore en raison des facilités d'installation qui sont réservées aux sociétés offshore (sans activité sur le territoire où elles sont domiciliées). L'expression de paradis fiscaux n'est sans doute pas la plus adaptée dans la mesure où la préoccupation fiscale n'est pas une priorité pour les blanchisseurs.

2) Quels sont les principaux paradis réglementaires ?

Dans l'attente du prochain inventaire du GAFI, on peut retenir la liste déjà publiée par cette instance:

- 14 sont des îles ou des archipels des Caraïbes : Anguilla, Antigua et Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Bermudes, Iles Cayman, Montserrat, St Kitts et Nevis, Ste Lucie, St Vincent, Iles Turks et Caicos, Iles Vierges britanniques ;
- 3 sont en Amérique centrale : Belize, Costa Rica, Panama ;
- 12 sont en Europe et en Méditerranée : Andorre, Chypre, Gibraltar, Guernesey, Jersey, Liechtenstein, Luxembourg, Madère, Malte, Île de Man, Monaco, Suisse ;
- 10 sont dans la zone Asie/Pacifique : Hongkong, Labuan, Macao, Iles Mariannes, Iles Marschall, Nauru, Niue, Samoa occidentales, Singapour, Vanuatu ;
- 3 sont au Moyen-Orient : Bahrein, Doubaï, Liban ;
- 2 sont dans l'Océan Indien : Iles Maurice, Iles Seychelles ;
- Enfin, 6 États autorisent l'offre de services offshore à partir de certains points de leur territoire : États-Unis, Irlande, Maroc, Royaume-Uni, Taiwan, Thaïlande.

3) Quelles données chiffrées permettent de rendre compte de l'importance du phénomène ?

Il est difficile de disposer de statistiques consolidées en raison des problèmes posés par l'homogénéisation des données chiffrées.

En 1998 les estimations les plus globales situaient entre 6000 et 8000 milliards de dollars le montant des avoirs déposés dans l'ensemble des paradis réglementaires, soit environ un tiers du total mondial ; ces sommes incluaient les fonds gérés en Suisse et à Londres

4) Les paradis réglementaires sont-ils criminogènes ?

Le rapport de l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, publié en 1998, a largement confirmé que ces lieux sont avant tout caractérisés par leur capacité d'accueil et de dissimulation des capitaux d'origine criminelle (the evil money).

5) Quelles sont les principales caractéristiques communes à tous les paradis réglementaires ?

- Le refus de communiquer des informations juridiques et financières à d'autres pays ;
- un secret bancaire quasi absolu ;
- des équipements performants dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- un gouvernement insensible aux pressions extérieures ;
- des facilités offertes pour la création de sociétés commerciales et financières de tous types ;
- la reconnaissance des trusts et des fonds fiduciaires ;
- la possibilité d'exercer des activités parabancaires ;
- l'existence de nombreux intermédiaires financiers locaux.

5) Quelles sont les dispositions juridiques, financières et fiscales en vigueur dans chaque paradis réglementaire ?

Les sources documentaires actuellement en préparation au C.E.B.C. seront ultérieurement disponibles en ligne avec accès payant.

6) Quelles sources documentaires peut-on consulter sur le sujet ?

Les sources disponibles se sont multipliées au cours de ces trois dernières années ; toutefois, elles sont de qualité très variable et les objectifs poursuivis par leurs auteurs (observateurs indépendants, organisations internationales ou sociétés privées sont très différents). Il est à noter qu'il existe, pour l'instant, assez peu de travaux universitaires consacrés à ce sujet, y compris dans le monde anglo-saxon.

7) Quelle est la situation de l'Union européenne vis-à-vis des paradis réglementaires ?

Le Conseil européen, réuni à Tampere (Finlande) les 15 et 16 octobre 1999, s'est prononcé en faveur de mesures visant à "empêcher le recours à des sociétés immatriculées hors du territoire de l'Union pour dissimuler et blanchir le produit d'activités criminelles". Il recommande aussi la conclusion d'accords d'entraide judiciaire avec les



attac

centres offshore situés dans des pays extérieurs à l'Union

Ce qui permet le fonctionnement des Paradis Fiscaux, ce sont les failles de sa législation : statut flou (Jersey) ou non (Suisse et Luxembourg), lois pénales, fiscales, bancaires particulières, secret bancaire (inscrit dans la constitution du Luxembourg), "immunité financière" (les possibilités de recours permettent d'introduire des délais d'investigation suffisamment longtemps pour qu'il y ait prescription).

#### C- OPERATION CASH CACHE PARTIE DANS LES PARADIS

(Tract national) [attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

Alors que les états annoncent le renforcement des mesures répressives contre les mouvements sociaux, contre tous ceux qui s'opposent à la mondialisation libérale, ils refusent d'agir contre la délinquance financière, le blanchiment de l'argent sale et les Paradis fiscaux, au mépris des victimes (salariés licenciés dans les entreprises victimes de la prédation financière, citoyens de pays pauvres privés d'une aide détournée, contribuables spoliés par le détournement de fonds publics). Cette délinquance a été facilitée par la liberté totale de circulation des capitaux. Des sociétés, et particulièrement les grands groupes transnationaux, peuvent ainsi rendre inopérantes les législations nationales destinées à agir contre ces formes de délinquances ; elles profitent aussi de l'absence des coopérations judiciaires et administratives. Les zones de non droit que sont les paradis fiscaux, bancaires et judiciaires sont largement utilisées dans les opérations de délinquance financière. Cette situation est totalement inacceptable ; tous ensemble, citoyens, militants, élus, magistrats exigeons la suppression des paradis fiscaux.

1) Samedi 5 octobre : « Grande lessive » à Luxembourg organisée dans le cadre de la fête de la résistance à Luxembourg ville, par la coordination d'Esch, avec les comités d'Attac de Luxembourg, Moselle, Nancy, Ardennes, Strasbourg, Mulhouse, Liège, Namur, Trier, Sarrebruck. Contact [Luxembourg@attac.org](mailto:Luxembourg@attac.org)

2) Lundi 7 octobre : Début de la campagne 2002 « Lettre à mon banquier pour dénoncer les Paradis Fiscaux » proposée par le comité d'Attac Lubéron et relayée à travers tout le pays par les Comités locaux d'Attac . contact [paradis.sud.luberon@attac.org](mailto:paradis.sud.luberon@attac.org)

3) Mardi 8 octobre : Sortie aux éditions Mille et une nuits d'un nouveau livre du Conseil Scientifique d'Attac sur les Paradis Fiscaux. Contact [attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

4) Jeudi 10 octobre : « Conférence de presse organisée à Paris par le Conseil Scientifique d'Attac France, le Syndicat de la Magistrature et la Coordination des élus membres d'Attac du Sénat et de l'Assemblée Nationale et du Parlement européen sur le thème « Criminalité financière et paradis fiscaux » et présentation du livre du Conseil Scientifique. Contact [attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

5) Vendredi 11 octobre : Lancement à Romans de la campagne européenne contre la délinquance financière et les paradis fiscaux. Opération « Attac au paradis » avec diffusion massive d'une Casette vidéo réalisée à partir d'extraits des films de Denis Robert et lancement d'une pétition citoyenne exigeant des actions coercitives contre les Paradis Fiscaux. Contact [paradis.romans@attac.org](mailto:paradis.romans@attac.org)

6) Samedi 12 octobre : Opération « Etonnant Paradis » sur l'île de Jersey organisée par Attac Saint Malo et Attac Jersey. Tenue d'un colloque au cœur de l'île avec la participation du professeur John Christensen de l'université de Surrey, ancien conseiller économique du Gouvernement de l'île et du professeur Prem Sikka de l'université d'Essex. Contact [jersey@attac.org](mailto:jersey@attac.org)

7) Dimanche 13 octobre : Opérations encerclement des principautés d'Andorre et de Monaco organisées par Attac Andorre la coordination Attac Midi Pyrénées, Attac Catalogne, Attac Espagne, la coordination des Comités Attac du Sud Est. Actions soutenues par le Syndicat de la Magistrature. Contacts : [andorra@attac.org](mailto:andorra@attac.org) et [attac06@attac.org](mailto:attac06@attac.org) ou [aix@attac.org](mailto:aix@attac.org)

MOBILISATION GENERALE CONTRE LA CRIMINALITE FINANCIERE EXIGEONS LA SUPPRESSION DES PARADIS FISCAUX

#### Le FMI est-il proche de l'apocalypse ?

Par Soren Ambrose. 50 Years is Enough  
Traduction. Hélène Trocme et Christine Pagnouille.  
[coordintrad@attac.org](mailto:coordintrad@attac.org) traducteurs bénévoles (\*)

Avant la crise financière en Asie du Sud-Est, l'image du FMI, c'était un peu comme du téflon. Il ne faisait rien pour attirer l'attention de la presse et celle-ci en parlait rarement. Les critiques envers le FMI n'étaient pas rares, mais on aurait dit qu'elles « n'attachaient » pas, elles glissaient



attac

sur la surface bien lisse, ce qui permettait à l'institution de se perpétuer dans l'ombre.

Les choses ont changé à la mi-1997, avec l'effondrement économique de la Thaïlande, de l'Indonésie et de la Corée du Sud. Mais pas tout de suite, seulement après que trois économistes du courant libéral parmi les plus respectables et les plus souvent cités eurent dressé le bilan, quelques mois plus tard, des conséquences de l'obstination du FMI à prescrire à ces pays des remèdes apparemment destinés à faire empirer la situation. Jeffrey Sachs, Professeur à Harvard, qui avait parcouru pour le compte du FMI l'Amérique du Sud, la Russie et l'Europe de l'Est, fut le premier à condamner la démarche du FMI dans l'est asiatique. Joseph Stiglitz, à l'époque Haut Responsable de l'Economie à la Banque Mondiale, critiqua également le FMI, mais ses fonctions l'obligèrent à modérer ses déclarations publiques. Paul Krugman, Professeur au MIT, attirera également l'attention en quittant ses positions néo-libérales pour affirmer que le FMI était allé trop loin en Asie. Les articles que Krugman écrivit à cette époque préparèrent le terrain pour ses chroniques dans le New York Times.

On peut dire, sans craindre d'exagérer, que ces trois hommes représentent la voix de la « sagesse traditionnelle » aux Etats-Unis en matière d'économie internationale.

Dans les années qui suivirent la crise dans l'Est de l'Asie, chacun de ces trois hommes a clairement fait comprendre qu'il ne souscrivait pas totalement aux critiques qu'adressaient à l'ensemble du système financier, au FMI et à la Banque Mondiale, certains groupes comme le « 50 Years Is Enough Network » (Réseau 50 ans ça suffit). Depuis qu'il a quitté la Banque Mondiale, le Prix Nobel d'Economie 2001 Joseph Stiglitz a été le critique le plus cinglant, mais, pour des raisons obscures, il fait porter ses critiques uniquement sur le FMI. Il prend souvent soin de distinguer les deux institutions. Il fait l'éloge de la Banque Mondiale ou fait remarquer que son rôle est fondamentalement différent de celui du FMI. Comme Stiglitz, Krugman et Sachs disent clairement qu'ils ne s'opposent pas catégoriquement aux fondements de l'économie néo-libérale : la dérégulation, les incitations destinées aux riches et aux entreprises, le libre-échange. Néanmoins, le fait que tous intensifient leurs critiques envers le FMI, et osent transgresser des tabous fondamentaux suggère que, après des années de dénonciations émanant du mouvement pour une justice globale, la foule

est en train de se réveiller et d'admettre que l'Empereur FMI est vraiment nu.

Bien sûr, les causes immédiates de cette mise en cause, c'est d'une part le spectre de « l'effondrement économique », que l'Argentine ne cesse de redéfinir et d'autre part l'apparente incapacité du FMI à restaurer la légendaire "confiance des investisseurs", ceci en dépit de l'octroi du plus gros prêt jamais accordé par le FMI – 30 milliards de dollars – alors qu'il y a peu de raisons objectives (si ce n'est l'hystérie) pour que le Brésil connaisse une crise économique. Mais la conclusion de ces économistes distingués est que les 20 années de politique néolibérale imposée au Sud débouchent sur un échec total.

Nous hésitons d'habitude à sauter dans le train des célébrités, laissant quelques personnes bien placées définir l'esprit ambiant ou la « sagesse » établie. Généralement, ces opinions, dûment relayées par les médias, constituent l'un des obstacles les plus puissants à la diffusion de points de vue alternatifs. Mais, lorsque les conclusions des personnalités rejoignent aussi manifestement les nôtres, nous ne dédaignons pas d'utiliser le syndrome dans la lutte pour libérer le Sud de la tyrannie de l'économie impérialiste.

Rick Rowden de RESULTS a accepté de réunir les extraits suivants d'articles parus ces trois dernières semaines. Nous y voyons tomber les tabous : Sachs lance un appel, poliment, pour que les pays du Sud refusent de reconnaître la dette réclamée par les institutions financières internationales. Krugman fait état clairement de ses doutes profonds concernant la logique néo-libérale qu'il a célébrée pendant des années. Quant à Stiglitz qui attaque violemment le FMI dans son dernier livre, La Grande désillusion, il fait un pas de plus et commence à envisager la suppression du FMI.

De plus, nous avons la réaction de George Soros, lui qui, à l'époque de la crise en Asie du Sud-Est, n'était pas encore un commentateur public : il était trop occupé à amasser (et, grâce à sa philanthropie, à disperser) les milliards qui ont fait de lui le marchand de devises le plus célèbre au monde. Beaucoup ont reproché à Soros d'avoir provoqué la crise financière asiatique (bien qu'il y ait aussi beaucoup perdu) avant de devenir un des derniers experts en date. C'est l'histoire du gros chat qui s'en prend au système qui l'a si bien nourri.

On trouvera également deux articles sur les crises en Amérique du Sud, destinés à montrer comment



attac

les changements dans la perception dominante se retrouvent dans les reportages en direct.

Pour toutes ces raisons, nous nous trouvons à l'orée d'une nouvelle époque. Le Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg – ou plus précisément, la réaction populaire qu'il provoque, ainsi que les séminaires, débats, manifestations et autres actions à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington fin septembre nous permettent de redéfinir le rôle de l'économie dans le monde et de préparer une véritable « révolution des valeurs » qui nous libère de la corruption indécente révélée par une succession de scandales touchant certaines entreprises, dont l'implosion d'Enron a été le premier.

Soren Ambrose – 50 Years Is Enough Network – Washington, DC, Etats-Unis  
Contact: [50years@50years.org](mailto:50years@50years.org)  
Participez aux manifestations contre la Banque mondiale et le FMI du 25 au 29 septembre à Washington DC <http://sept.globalizethis.org/>

A- Joseph Stiglitz (Professeur à l'Université de Columbia. Auteur de La Grande désillusion. Ancien Responsable des Services Economiques de la Banque Mondiale. Conseiller Economique du Président Clinton. Prix Nobel d'Economie 2001)  
« Avant, je disais que puisque nous allons avoir besoin de ces institutions, il vaut mieux les réformer plutôt que de partir de zéro. Je commence à changer d'avis ». Propos recueilli récemment, dans une interview à la radio WBAI de New York (émission hebdomadaire de Doug Henwood. Pour entendre l'original, consulter [www.leftbusinessobserver.com](http://www.leftbusinessobserver.com))

« Je commence à me demander si la crédibilité du FMI n'a pas été à ce point érodée qu'il est préférable de repartir de rien. L'institution n'a-t-elle pas développé une telle résistance au changement, à l'ouverture démocratique, qu'il est temps de penser à créer de nouvelles institutions qui reflètent vraiment la réalité d'aujourd'hui, le sens plus grand de la démocratie qui prévaut de nos jours. »

« Le moment est vraiment venu de se poser à nouveau la question « faut-il réformer ou repartir sur de nouvelles bases ? »

« Starting over » (Recommencer) Financial Times, 21 août 2002

B- Paul Krugman (Professeur au Massachusetts Institute of Technology. Chroniqueur au New York Times)

« Il y a une raison pour que la gauche réapparaisse au Brésil et dans la région : nous leur avons promis un jardin de roses, mais avant même la dernière crise en date, trop de gens n'ont récolté que des épines.

« Il y a dix ans Washington assurait en toute confiance aux nations d'Amérique latine que si elles s'ouvraient aux denrées et aux capitaux étrangers, et si elles privatisaient leurs entreprises nationalisées, elles connaîtraient une très forte croissance économique. Mais cela n'a pas eu lieu. La situation en Argentine est catastrophique. Le Mexique et le Brésil, il y a quelques mois, étaient considérés comme des réussites, mais dans ces deux pays, le revenu par habitant est à peine plus élevé qu'en 1980. Et parce que les inégalités ont augmenté considérablement, la plupart des gens vivent probablement beaucoup moins bien qu'il y a 20 ans. Est-il étonnant que les gens soient lassés qu'on les exhorte à davantage d'austérité et à une plus grande discipline de marché ?

« Pourquoi la réforme n'a-t-elle pas fonctionné comme on l'avait promis ? C'est une question difficile et gênante. Moi aussi, j'ai cru à une grande partie du Consensus de Washington. Maintenant, le moment est venu, selon l'expression de Brad DeLong de Berkeley, d'indiquer ce que je crois face au marché. Je ne crois plus que nous ayons donné de bons conseils. Il nous faut comprendre les dirigeants politiques d'Amérique latine qui veulent tempérer l'enthousiasme pour des marchés libres en augmentant leurs efforts pour protéger les travailleurs et les pauvres. Cela me suggère que les Etats-Unis devraient être très prudents quant aux bénéfices qu'ils espèrent retirer de leur prêt. Sauver le Brésil de la chute ne signifie pas que nous soyons en position d'exiger que l'Amérique latine se plie à nos souhaits. En fait, nous avons perdu beaucoup de notre crédibilité auprès de nos voisins du Sud.

« The Lost Continent » (le Continent perdu), New York Times, 9 août 2002

C- Jeffrey Sachs, vient d'être nommé Professeur à l'Université de Columbia. Il était auparavant au Harvard Institute for International Development. Il est Conseiller Spécial à l'ONU.

Selon Jeffrey Sachs de l'Université de Columbia, les pays pauvres très endettés (PTE = HIPC,



attac

Highly-Indebted Poor Countries en anglais), devraient réorienter le paiement de leur dette pour répondre à des besoins pressants sur leur marché intérieur comme la santé, l'éducation élémentaire et la lutte contre le sida.

Dans cet article paru à la mi-août dans les prestigieux « Brookings Papers on Economic Activity », Sachs avance l'idée qu'il n'y a aucune raison financière pour que les pays pauvres continuent à payer une dette extérieure qui ne s'élève qu'à quelques milliards de dollars par an.

Il ajoute : « Et personne parmi les pays créditeurs (y compris la Maison Blanche) ne croit que ces pays peuvent payer le service de la dette sans que le coût humain ne soit extrêmement élevé »  
« L'argent devrait être ré-orienté et transformé en subventions destinées à répondre à des besoins sociaux de toute première urgence chez eux. Les pays pauvres devraient faire le premier pas en exigeant que tout paiement d'une dette impayée à des créiteurs officiels soit transformé en subventions destinées à lutter contre le sida. »

Article de Emad McKay : « Jeffrey Sachs aux nations pauvres : Oubliez la dette, dépensez-la pour le Sida », Inter Press Service, 2 août 2002

D- George Soros (spéculateur sur les devises, milliardaire, philanthrope)

« L'incapacité du système financier international à remédier à la situation est le signe que ce système, tel qu'il est constitué actuellement, ne fonctionne pas correctement. Les problèmes que connaît le Brésil ne peuvent pas être imputés à une quelconque responsabilité du Brésil. La responsabilité est clairement celle des autorités financières internationales... Récemment, ce qu'il a été convenu d'appeler le consensus de Washington a cru aux capacités d'auto-correction des marchés financiers. Cette confiance est mal placée. Depuis que les capitaux ont la possibilité de transiter librement, les crises ont succédé aux crises et le FMI a été appelé à la rescousse pour injecter des secours de plus en plus importants. Les intégristes du marché accusent le risque moral créé par les actions de renflouement initiées par le FMI. Après la crise asiatique, le FMI est passé du renflouement à la demande de caution. Le véritable risque d'investir dans des marchés émergents est apparu alors et, depuis, on assiste au renversement du flot des capitaux de la périphérie vers le centre.

« En fait, les marchés financiers exigent qu'un prêt soit accordé en dernier ressort pour préserver la stabilité, mais ce prêt de dernier

recours s'accompagne toujours d'un minimum de risque moral. Tous les pays développés ont appris cette leçon pour leur marché intérieur, mais nous avons encore à l'apprendre au niveau international. Le système actuel est bancal. Destiné à préserver les marchés financiers internationaux, et non la stabilité des pays à la périphérie, c'est lui le responsable du rapport défavorable établi entre le risque et le retour sur investissement dans les marchés émergents.

« Les marchés financiers ont raison de tenir compte du risque considérable que l'on prend lorsqu'on réorganise la dette ou cesse le paiement. Toutes les chances sont alors là pour que la prédiction soit auto-réalisatrice. C'est pourquoi il ne faut pas laisser les marchés se débrouiller tout seuls. »

'Don't Blame Brazil', Financial Times, 13 août 2002

E- Rapports d'Harry Rohter en Amérique du Sud, dans le New York Times.

1) L'Argentine dans le rôle de Cendrillon, par HARRY ROHTER, New York Times, 11 août 2002

#### BUENOS AIRES

Le Brésil s'en sort renfloué grâce à 30 milliards de dollars. L'Uruguay a reçu 1 milliard et demi de dollars, ce dont le pays avait grand besoin. Mais lorsque le Ministre des Finances Paul H. O'Neill est arrivé ici la semaine dernière pour prendre la mesure du naufrage de l'économie du pays, tout ce qu'il avait à offrir a été le conseil donné à l'Argentine depuis le début de la crise : se serrer la ceinture davantage, et la guérison finira par arriver.

C'est ce que la plupart des économistes pensaient il y a six mois, quand l'économie de l'Argentine venait d'imploser, mais il semble qu'ils aient changé d'avis. De plus en plus d'analystes indépendants, après mûre réflexion, estiment désormais que bien des difficultés en Argentine proviennent précisément de ce qu'elle a suivi les conseils de Washington et que s'obstiner à appliquer la même recette ne peut que faire empirer les choses.

Aux yeux de M. O'Neill et du Fonds Monétaire International, l'Argentine est la victime de sa propre prodigalité et elle doit réduire ses dépenses jusqu'à la réduction totale de son déficit. Mais Jeffrey D. Sachs, Professeur d'Economie à l'Université Columbia, qui a été le conseiller de plusieurs gouvernements du tiers



attac

monde, compare cette recommandation à la pratique médicale moyen-âgeuse qui consistait à saigner les patients. Il remarque que les économies de pays développés comme les Etats-Unis ont abandonné ces pratiques depuis longtemps.

« Ils disent à l'Argentine de considérer la dépression comme une donnée, et puisque les impôts sur le revenu ne sont plus perçus, il leur faut réduire leurs dépenses en conséquence ». Selon le Professeur Sachs « ils se trompent lourdement. C'est de l'économie à la Herbert Hoover »

En fait, pour les deux dernières crises économiques que connurent les Etats-Unis, l'Administration républicaine, qui était au gouvernement à cette époque, a agi exactement à l'opposé des conseils que donne M. O'Neill à l'Argentine aujourd'hui. Quand, en 1992, George Bush senior eut à faire face à une récession beaucoup moins grave que celle que connaît l'Argentine aujourd'hui, le déficit fédéral s'élevait à environ 5% du PIB. Sous Ronald Reagan en 1983, le déficit des dépenses dépassait les 5% du PIB.

Pour le moment, les gouvernements provinciaux argentins sont accusés d'être particulièrement prodigues. Mais le Centre de Recherches Economiques et Politiques de Washington a établi que les déficits provinciaux étaient relativement peu élevés, s'élevant à 0,5 % du PIB pour l'année 2000 et à 1 % l'année dernière, que de plus ils peuvent constituer le seul véritable stimulus pour l'économie.

Pour Mark Weisbrot, directeur du Centre, « dans une situation de récession, ces chiffres ne constituent pas une grosse dépense, d'autant plus que le gouvernement ne fait rien pour soulager la pauvreté ». Puisque l'inflation et le taux de croissance sont négatifs en 2001, comme c'est le cas depuis plusieurs années, « cet argent a donné du tonus à l'économie »

En réalité, la plus grande partie du déficit de l'Argentine est simplement la conséquence de méthodes comptables arbitraires. Elle ne reflète pas des dépenses excessives. En privatisant le système de sécurité sociale en 1994, comme l'administration Bush est en train de le proposer aux Etats-Unis, le gouvernement argentin ne pouvait plus compter les cotisations de sécurité sociale parmi ses rentrées et elles sont sorties du budget.

Si l'Argentine n'avait pas privatisé la sécurité sociale sous la pression du FMI, son budget aurait été excédentaire ces dernières années. En fait, selon une autre recherche menée dans les premiers mois de cette année par le Centre de Recherches Economiques et Politiques, les dépenses du gouvernement argentin sont restées remarquablement stables, atteignant 19% du PIB pendant toute la décennie 90.

Selon Joseph E. Stiglitz, l'auteur de La Grande désillusion, et Prix Nobel d'économie, « les chiffres ont été faussés artificiellement par la privatisation. En fait des coupes sombres dans les dépenses ont été réalisées, et c'est l'un des facteurs qui ont contribué à la récession. »

C'est aussi l'avis de José Ignacio de Mendiguren, qui fut Ministre de la Production et Président du Syndicat des Industries d'Argentine. « Non seulement la réforme du régime de sécurité sociale a été le facteur principal qui a provoqué le déséquilibre fiscal, nous disait-il dans une interview dans ces colonnes, mais l'état a fini par être obligé de se tourner vers les fonds de pension privés pour financer le déficit causé par la création même de ce système ».

L'administration Bush ne suit pas le raisonnement des économistes et refuse d'ajuster son analyse initiale. Des fonctionnaires de l'Administration comme Otto J. Reich, Secrétaire d'Etat Adjoint aux Affaires de l'Hémisphère Occidental, continue à dire que le problème est l'Argentine elle-même, et non les politiques économiques qui lui ont été imposées.

« Il ne faut pas considérer que l'Argentine est l'échec d'un modèle particulier » expliquait M. Reich au cours d'une conférence de presse ici, le mois dernier. Le vrai problème, à ses yeux, est que « dans certains pays ces politiques ont été mises en œuvre correctement, et, dans d'autres, non ». Il opposa l'exemple du Salvador, qui dépend étroitement d'envois de fonds de citoyens vivant aux Etats-Unis.

Ce qui est en jeu ici, encore plus que l'administration Bush, c'est le FMI, surtout maintenant que le Brésil a reçu un prêt supplémentaire de 30 milliards de dollars et que le système bancaire de son voisin l'Uruguay est en train de vaciller. Mais le Dr Stiglitz, qui dirigeait les Services Economiques de la Banque Mondiale à la fin des années 90, ne voit pas beaucoup d'indications laissant croire à la flexibilité ou à la créativité dans la décision du FMI d'envoyer une équipe de quatre « sages » pour conseiller





attac

l'Argentine, tous les quatre provenant de banques centrales.

« Les dirigeants des banques centrales voudraient prétendre que l'inflation est la chose la plus importante pour promouvoir la croissance de l'économie, dit-il. Mais il n'y a absolument aucune preuve de cela », et, de toute façon, l'Argentine est aux prises avec la déflation, « que nous reconnaissons être tout aussi grave que l'inflation, si ce n'est même pire ».

Alors, pourquoi Washington continue à dire à l'Argentine d'augmenter ses compressions budgétaires au lieu de lui conseiller de relâcher les dépenses et les investissements, ce qui pourrait stimuler la croissance ? Beaucoup d'entre nous pensent que les arbitres de l'économie globale veulent punir l'Argentine pour décourager d'autres pays de penser à la cessation de paiement de leur dette. Et George Soros semble être de cet avis, lui qui a gagné des milliards de dollars en Bourse, mais qui se met à réfléchir à ce qui se passe ici « La seule garantie qu'a le prêteur c'est les difficultés qu'aura l'emprunteur s'il ne s'acquitte pas de sa dette. C'est la raison pour laquelle le secteur privé s'est opposé aussi vigoureusement à toute mesure visant à limiter les difficultés des 37 millions de gens qui continuent à se trouver pris en otages dans une expérience d'orthodoxie économique

New York Times, 11 août 2002

2) Les Brésiliens découvrent le coût politique de l'aide du FMI. Article de Larry Rohter

Rio de Janeiro, 10 août 2002-

Le Brésil et les autres gouvernements d'Amérique latine, ont suivi Washington dans la voie du libéralisme, pour découvrir aujourd'hui qu'ils perdent le contrôle de leur économie.

Les conséquences immédiates sont particulièrement visibles ici dans un Brésil qui se trouve en pleine élection nationale importante. Le Brésil, le plus grand pays d'Amérique du Sud, vient d'accepter un « sauvetage » d'un montant de 30 milliards de dollars accordés par le FMI, mais au prix d'une politique très stricte imposée au prochain gouvernement. Il y a de fortes chances que la tendance de ce gouvernement soit de gauche, et qu'il promette d'améliorer la vie des pauvres oubliés dans les expérimentations de l'économie.

« N'essayez pas de nous étrangler » a dit le Président Fernando Henrique Cardoso (qui

termine son mandat en janvier prochain) aux spéculateurs qui ont fait dégringoler le cours de la monnaie récemment, dans la crainte d'une cessation de paiements. Pour le Président, le prêt apporte au Brésil l'oxygène dont le pays a besoin pour vivre et ce prêt a montré que le fonds monétaire avait un rôle important à jouer dans les pays en voie de développement.

Mais, pour certains Brésiliens, c'est le fonds qui pourrait être l'étrangleur. Le renflouement annoncé cette semaine est décrit comme le contrat le plus considérable depuis que l'administration Clinton et le FMI avaient volé au secours du Mexique en 1995. L'intervention avait été un succès et avait été remboursée presque en une fois. Mais l'intervention au Brésil est accompagnée des contraintes inhabituelles et précipite le créancier dans la position inconfortable de se trouver au centre des décisions démocratiques du Brésil.

L'explication en est que 24 milliards de dollars du prêt seront accordés l'année prochaine à la seule condition que le gouvernement atteigne certains objectifs budgétaires.

« Cet accord est un élément extrêmement astucieux et subtile d'ingénierie politique, remarque Gilberto Dupas, directeur du Programme d'Etudes Internationales à l'Université de Sao Paulo. Aucun candidat ne va accepter de prendre la responsabilité de renverser brutalement les attentes », ce qui serait la conséquence du non versement des fonds par le FMI.

Après huit années d'orthodoxie libérale dont le résultat n'a été qu'une modeste croissance, le Brésil a une forte chance de changer de direction. Un sondage rendu public jeudi révèle que le candidat du gouvernement perd du terrain et que les deux candidats dans l'opposition de gauche – Luiz Inacio da Silva, connu sous le nom de Lula, du Parti des Travailleurs, et Ciro Gomes du Parti Socialiste Populaire – recueillent plus de 30% des voix chacun. Il est possible qu'un deuxième sondage ait lieu en octobre.

Etant donné le montant du prêt, on comprend que MM. Da Silva et Gomes aient fini par accepter ce prêt sous condition.

Le renflouement était destiné à colmater la soudaine crise de confiance qui s'est manifestée par un effondrement de la monnaie, la fuite des investisseurs et l'intention du gouvernement de cesser le paiement d'une nouvelle tranche de 250 milliards de dollars de la dette publique.



attac

Ces craintes ont largement contribué à augmenter les bouleversements qui suivirent la crise financière en Argentine. La crise a poussé le fonds monétaire à agir, avec le soutien peu enthousiaste de l'administration Bush qui s'était opposée déjà à un apport d'argent frais aux pays d'Amérique Latine.

Dans ces circonstances extrêmes, le FMI a promis 30 milliards de dollars, ce qui représente presque deux fois le chiffre que les analystes du marché avaient avancé.

Au sujet de cette somme accordée par le FMI, José Antonio Ocampo, Directeur de la Commission Economique de l'ONU pour l'Amérique Latine, a déclaré « Ceci va contribuer à réduire la panique financière qui menaçait de faire dégénérer la crise ». Mais il ajoute que les effets pourraient être de courte durée, et que les « conséquences sur la croissance économique sont limitées ».

L'argent frais doit être réparti sur une durée de 15 mois et à la condition qu'au 1er janvier, le gouvernement quel qu'il soit, maintienne un excédent budgétaire de 3,75 % jusqu'en 2005.

Mais les deux principaux candidats s'irritent de ce qu'ils ressentent comme une ingérence dans la souveraineté brésilienne et une intrusion dans leur capacité à tenir des promesses de campagne électorale. Guido Mantega, le principal conseiller économiste de M. da Silva, s'est plaint que le FMI essayait d'enfermer un gouvernement du Parti des Travailleurs « dans un plâtre »

« Ceci limite l'étendue de ce que nous projetons d'investir dans le social, dit M. Mantega. Si nous réduisons les taux d'intérêt et si l'excédent budgétaire est maintenu jusqu'en 2005, l'effort pour réchauffer l'économie sera vain. »

Les pénalités dans le cas de refus de se plier aux exigences du FMI sont également claires. Les Brésiliens n'ont qu'à regarder ce qui se passe chez leurs voisins en Argentine. Elle s'est enlisée pendant des mois dans de vaines négociations destinées à restaurer sa ligne de crédit auprès du fonds.

« Quand ce sera le moment de distribuer le reste de l'argent au Brésil, parce qu'il y a des objectifs et des bilans trimestriels, dès le premier manquement, on dira à Lula qu'il n'y a plus d'argent, commente Walter Molano, analyste financier auprès de BCP Securities. « C'est ce qu'ils ont fait en Argentine l'année dernière, en précisant qu'il n'y aurait pas de dérogation. Ils

agiront de même avec la future administration brésilienne ».

Le Brésil est une référence pour le reste du continent. Le glissement de la monnaie ici, qui a perdu presque 20 % de sa valeur le mois dernier, a été répercuté en Colombie et au Chili par des chutes similaires, et a alimenté une crise bancaire en Uruguay. La situation ne fut résolue que lorsque l'administration Bush accorda un prêt d'urgence de 1 milliard et demi de dollars le week-end dernier.

Le conseil habituel que le fonds donne aux clients confrontés à des crises financières est de montrer l'importance d'accroître l'austérité, l'argument étant que la discipline fiscale est une condition préalable et nécessaire à la prospérité. Mais cela se traduit concrètement par une souffrance énorme pour des millions de personnes. A gauche, les critiques de l'économie libérale s'en trouvent renforcées et les gouvernements qui ont suivi les ordres de Washington s'en trouvent affaiblis.

« C'est facile de dire de là-haut qu'il faut faire des coupes sombres dans les dépenses, mais c'est difficile lorsque vous êtes un homme politique, et lorsque le taux de chômage est de 18% » dit Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'Economie en 2001

L'Amérique latine « diffère des Etats-Unis qui ont un filet de protection sociale, ajoute-t-il. Virer un employé a d'énormes conséquences économiques et sociales »

De 1980 à 2000, le revenu par habitant en Amérique latine a augmenté seulement d'un dixième de point par rapport aux deux dernières décennies, c'est-à-dire à une période où les gouvernements suivaient davantage des politiques interventionnistes et protectionnistes.

Dans un rapport paru au début août, la Commission Economique pour l'Amérique latine ne prévoit aucune amélioration dans l'immédiat, annonçant que l'économie d'Amérique latine se réduira en réalité cette année de presque 1%, ceci étant dû en grande partie à l'implosion de l'économie en Argentine.

Malgré sa réticence à approuver les cessations de paiements du Brésil et de l'Uruguay ce mois-ci, l'administration Bush est toujours perplexe quant à une solution à long terme à donner au problème.

A la question posée au cours d'une conférence de presse en Argentine cette semaine, concernant la raison pour laquelle les pays d'Amérique latine



attac

rejetaient de plus en plus massivement la recette miracle de la privatisation, la baisse des tarifs douaniers et les investissements étrangers en hausse, le Ministre des Finances Paul O'Neill répondit : « Je n'en ai aucune idée ». Lorsqu'on lui suggéra que ces mesures ne donneraient pas les résultats attendus, il répliqua « Je ne connais pas d'autre réponse plausible. Et vous ? »

Il semble que M. O'Neill propose le libre échange comme la panacée pour répondre aux difficultés de la région aujourd'hui. Il se réfère constamment à l'approbation cette semaine par M. Bush de la législation sur la promotion du commerce et les possibilités qui s'ouvrent. Mais les responsables de l'Amérique latine estiment la formule aussi simpliste que les nombreuses déclarations précédentes de M. O'Neill concernant la région.

« Notre situation ici en ce moment est tellement grave que les banques ne veulent même plus nous donner de crédit à l'exportation ». C'est ce qui se passe même lorsque les banques ne courent aucun risque, ajouta un haut fonctionnaire argentin, après le départ de M. O'Neill.

« Si toutes nos économies s'effondrent et doivent compter sur le soutien à vie du FMI » dit-il « vous

ne trouverez personne qui voudra encore faire du commerce avec nous. »

F- Pour terminer, quelques mots de Stiglitz, extraits de son livre La Grande désillusion (2002)

« Autrefois des thèmes comme celui des emprunts destinés à un ajustement structurel ou les quotas de bananes n'intéressaient que peu de gens. Aujourd'hui, à 16 ans les gosses des banlieues ont des avis prononcés sur des Traités aussi ésotériques que le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et l'ALENA accord de libre échange nord-américain). Les manifestations de rue sont à l'origine d'une profonde introspection chez les dirigeants...Avant, il y avait peu d'espoir de changement, et nulle part pour se plaindre...Ce sont les syndicalistes, les étudiants, les écologistes, les citoyens ordinaires qui, en manifestant dans les rues de Prague, Seattle, Washington et Gênes ont inscrit le besoin de réformes au calendrier des pays développés. »

Contact: [50years@50years.org](mailto:50years@50years.org)

Participez aux manifestations contre la Banque mondiale et le FMI du 25 au 29 septembre à Washington DC <http://sept.globalizethis.org/>

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 17

AUSTRIA : Wien

BRITAIN: London

FRANCE: Foix – St Nazaire – Montpellier - Beziers

NORGE: Gamle Oslo

SUISSE SCHWEIZ: Lausanne

SVERIGE: Uppsala

-- Mercredi 18

AUSTRIA : Wien - Graz

DANAMRK: Esbjerg - Arhus

FRANCE: Aix en Provence – Beziers – Saintes – La Ciotat - Brest

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

SVERIGE : Stockholm

-- Jeudi 19

AUSTRIA : Wien

DANMARK : Kobenhavn

FRANCE: Loundun – Lille – Marseille – Paris 20 – Lens – Agen – Rennes

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

-- Vendredi 20

AUSTRIA : Wien

FRANCE: St Malo – Mulhouse – Beziers – Lille – Salon de Provence – Laval – St Maurice – Chancelade



attac

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

(\*) [cooditrad@attac.org](mailto:cooditrad@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.